



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 décembre 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Reprise de la vingt et unième session

Vienne, 6 et 7 décembre 2012

Projet de rapport

Rapporteur: Teoman Uykur (Turquie)

Additif

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

1. À sa 1^{re} séance, qu'elle a tenue conjointement avec la Commission des stupéfiants, le 6 décembre 2012, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 3 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:

a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

b) Directives sur les questions politiques et budgétaires à l'intention du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.”

2. Pour l'examen du point 3, la Commission était saisie des documents suivants:

a) Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/12/Add.1-E/CN.15/2012/12/Add.1);

b) Déclaration des coprésidents du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/CRP.9-E/CN.15/2012/CRP.7, en anglais seulement).



3. Le Directeur de la Division de la gestion de l'ONUDC, le Chef du Service de la gestion des ressources financières et le représentant de l'Espagne, intervenant en sa qualité de coprésident du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ont fait des déclarations liminaires.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants de la République islamique d'Iran, du Japon, de la Fédération de Russie, du Mexique, du Pakistan et des États-Unis d'Amérique. Une déclaration a aussi été faite par l'observateur des Pays-Bas.

Délibérations

5. Les orateurs se sont félicités de ce que les Commissions tiennent, à leur reprise de session, une réunion conjointe qui était l'occasion d'accroître les synergies.

6. Intervenant en sa qualité de coprésident du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le représentant de l'Espagne a brièvement présenté les travaux du groupe. Il a également lu une déclaration de ses coprésidents et invité la Commission à en prendre note et à en rendre compte dans le rapport sur les travaux de la reprise de sa vingt et unième session.

7. Les orateurs ont remercié le groupe de travail et ses coprésidents pour ce qu'ils avaient accompli. Le groupe de travail avait effectivement permis d'échanger des informations et de resserrer le dialogue sur des questions telles que les progrès réalisés par l'ONUDC dans la mise en œuvre de son approche de programme intégrée, ainsi que les moyens d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office. On s'est déclaré favorable à ce que le mandat du groupe de travail soit renouvelé à la prochaine session de la Commission. À cet égard, il a été mentionné qu'un plan de travail annuel structuré et dûment approuvé par les États Membres serait apprécié. Certaines délégations ont proposé que le groupe de travail devienne un organe permanent, comme cela avait été recommandé dans la déclaration liminaire que le représentant du Pérou avait lue au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Certaines délégations ont été d'avis que le groupe de travail devait conserver son caractère informel.

8. De nombreux orateurs ont parlé de la situation financière de l'ONUDC. On s'est dit préoccupé quant à la pérennité et à la prévisibilité du financement et quant à la capacité de l'Office à s'acquitter des tâches qui lui étaient confiées, en particulier compte tenu de la tendance à la baisse des contributions non réservées à des fins particulières. On a souligné l'importance de la transparence, du contrôle et de l'évaluation. On a estimé qu'il était crucial que les pays bénéficiaires s'impliquent dans les programmes d'assistance technique.

9. Plusieurs orateurs se sont félicités de la stratégie que l'ONUDC entendait suivre pour lever des fonds en ce qu'elle constituait une bonne base de discussion, ainsi que des propositions concrètes qui étaient avancées pour améliorer la situation financière de l'Office. On a insisté sur le fait qu'il importait de chercher à obtenir

du budget ordinaire des crédits d'un montant accru. Les donateurs ont été encouragés à ne pas réduire le montant des contributions qu'ils versaient à des fins générales. Si certaines délégations étaient favorables à la notion de "fonctions essentielles", qu'elles jugeaient utile pour réaliser des gains d'efficacité dans le financement des activités confiées à l'ONUDC, une délégation a souhaité qu'elle ne soit pas employée, conformément à ce que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait préconisé.

10. De nombreux orateurs ont estimé que le groupe de travail devait continuer de débattre des questions touchant à la mobilisation de fonds. En particulier, le Secrétariat a été prié de fournir aux États Membres des exemples concrets illustrant les incidences du recouvrement intégral des coûts sur les projets et programmes, ainsi que des informations supplémentaires sur les dépenses et l'allocation des fonds de l'ONUDC. Il a été ajouté que les contributions strictement réservées à certaines fins, notamment, étaient un sujet de préoccupation. Il a aussi été souligné que les représentants des États Membres à Vienne et à New York devaient se concerter quant aux priorités qui devaient ressortir des décisions prises concernant le budget ordinaire de l'ONU.

11. Le Chef du Service de la gestion des ressources financières a donné des informations sur les états financiers de l'ONUDC relatifs à l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 et sur l'opinion sans réserve que le Comité des commissaires aux comptes avait émise à leur sujet.